

Commissions

Commission spéciale “Abus sexuels”

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU TRAITEMENT D’ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS UNE RELATION D’AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L’ÉGLISE

Présidente : Mme Karine Lalieux

➤ **LUNDI 10 JANVIER 2011**

Audition de :

- M. Erik De Sutter, président de l’"Unie van Religieuzen van Vlaanderen";
- M. Daniel Sonveaux, président de la Conférence des religieuses et des religieux en Belgique et supérieur Provincial des jésuites de la Province Belge Méridionale et du Luxembourg.

- Les auditions ont été suivies d’un échange de vues.

➤ **MERCREDI 12 JANVIER 2011**

Audition de :

- M. Jos Claes, supérieur provincial des salésiens de Don Bosco de Belgique Nord,
- M. Joseph Enger, supérieur provincial des salésiens de Don Bosco de Belgique Sud,
- M. Fons Swinnen, supérieur provincial des Jésuites flamands,
- M. Gerard Van Malderen, abbé de l’Abbaye de Saint Pierre et Paul,
- M. André L. Simonart, supérieur des Missionnaires d’Afrique belges.

- Les auditions ont chaque fois été suivies d’un échange de vues.

Ordre des travaux.

Prochaine réunion : lundi 17 janvier 2011.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Sarah Smeyers

➤ **MARDI 11 JANVIER 2011**

Question de M. Raf Terwingen au secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “la reconnaissance des adoptions internationales par l’autorité centrale fédérale” (n° 1725).

- Le secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de cohabitations légales conclues et dissoutes" (n° 1823).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les initiatives prise en matière de médiation pendant la présidence belge de l'UE et la transposition de la directive relative à la médiation" (n° 1870).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'évolution du nombre d'administrations provisoires requises, prononcées et suspendues" (n° 1871).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Ordre des travaux.

Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Bart Somers, Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael) modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, n°s 476/1 à 5.

Amendements de M. Frédéric et consorts, de Mmes Marghem et Galant, de Mme Lanjri et consorts, de M. Francken, de MM. Schoofs et Goyvaerts et de M. Brotcorne.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Gerald Kindermans, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Servais Verherstraeten) modifiant le Code de la nationalité belge, n°s 494/1 à 3.

Amendements de Mmes Lanjri et Fonck.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery, Miranda Van Eetvelde) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 574/1.

- Proposition de loi (Jacqueline Galant, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier, Philippe Goffin) modifiant le Code de la Nationalité, n°s 601/1 et 2.

Amendements de Mmes Galant et Marghem.

- Proposition de loi (Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Alexandra Colen, Peter Logghe, Filip De Man, Guy D'haeseleer) instaurant le Code de la citoyenneté, n° 618/1.

- Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Linda Musin, Thierry Giet, Rachid Madrane, Valérie Déom, Özlem Özen) portant modification du Code de la Nationalité belge, n° 742/1. (Continuation). (Rapporteur: M. Christian Brotcorne).

- La discussion des articles a été entamée.

- Des amendements ont été déposés par M. Schoofs et Mme Genot

Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les arrêtés royaux portant exécution de la loi du 10 janvier 2010 portant modification de la législation relative aux jeux de hasard" (n° 1783).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "la nouvelle loi sur les jeux de hasard" (n° 1876).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "le site web www.gevaarinmijnwijk.com où sont publiées les adresses de pédophiles" (n° 1767).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "le protocole d'accord faisant suite au conflit social au sein de l'établissement pénitentiaire de Lantin" (n° 1925).

- Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "la rénovation des infrastructures pénitentiaires de Lantin" (n° 1926).

- Question de M. André Frédéric au ministre de la Justice sur "la situation à la prison de Lantin" (n° 1942).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "l'implication de membres du pouvoir judiciaire dans les négociations" (n° 1949).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "Justscan" (n° 1775).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "l'accès au registre national et au casier judiciaire pour le parquet dans le cadre des avis sur les naturalisations" (n° 1787).

- Question de M. Theo Francken au ministre de la Justice sur "l'application de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'accès de certaines administrations publiques au Casier judiciaire central" (n° 1846).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les problèmes relatifs à la loi sur les baux à ferme" (n° 1881).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le manque d’enquêteurs affectés à la lutte antiterroriste” (n° 1935).
- Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur “les sonnettes d’alarme tirées par le procureur fédéral Delmulle” (n° 1948).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les vols à l’étalage perpétrés par de jeunes voleurs Roms” (n° 1936).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “la dégradation des conditions de travail dans les prisons belges” (n° 1389).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “une initiative légale sur les mariages de complaisances” (n° 1564).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “l’usage du polygraphe” (n° 1776).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “le manque de sécurité au palais de justice de Malines” (n° 1796).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Stefaan Vercamer au ministre de la Justice sur “l’évaluation de la loi sur les loyers” (n° 1883).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “l’équilibre linguistique au sein du SPF Justice et en particulier au sein de la Direction générale Législation” (n° 1889).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “l’utilisation de la visioconférence dans les tribunaux” (n° 1890).

- Le ministre de la Justice a répondu.

➤ **MERCREDI 12 JANVIER 2011**

Exposé du ministre de la Justice sur l'informatisation de la Justice.

- Echange de vues.

Prochaine réunion : mardi 18 janvier 2011.

Groupe de travail "Naturalisations"

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DE LA RÉVISION DES CRITÈRES GÉNÉRAUX POUR L'APPRÉCIATION DES DEMANDES DE NATURALISATION

Présidente : Mme Jacqueline Galant

➤ **MARDI 11 JANVIER 2011**

Discussion sur les critères généraux pour l'appréciation des demandes de naturalisation.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 11 JANVIER 2011**

Question de Mme Karolien Grosemans au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'augmentation des cotisations sociales en vue de préserver le premier pilier" (n° 1185).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Question de M. Raf Terwingen au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'incertitude quant à l'interprétation du terme 'travailleur' mentionné dans l'article 5, § 7, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 concernant la pension des travailleurs frontaliers" (n° 1196).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Question de Mme Miranda Van Eetvelde au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la constitution de droits à la pension pour les médecins (spécialistes) et le plafond de cumul de pensions et de revenus professionnels" (n° 1582).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Question de Mme Karolien Grosemans au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la réforme du troisième pilier de pension" (n° 1044).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Question de Mme Karolien Grosemans au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la campagne de sensibilisation concernant le relèvement de l’âge réel de la pension” (n° 1184).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Question de Mme Zuhail Demir au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la pension des indépendants, une situation préoccupante” (n° 1186).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Question de Mme Karolien Grosemans au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les périodes assimilées” (n° 1187).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “l’avis de la Commission européenne quant au traitement jugé discriminatoire des primes d’épargne-pension par la Belgique” (n° 1310).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Questions jointes:

- Question de Mme Nadia Sminate au secrétaire d’État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “le contrôle des cartes de stationnement pour personnes handicapées après le décès de l’ayant droit” (n° 1547).

- Question de Mme Nadia Sminate au secrétaire d’État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “le renouvellement des cartes de stationnement pour personnes handicapées” (n° 1548).

- Le secrétaire d’État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. David Clarinval au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “l’exécution de l’article 29 de l’arrêté royal du 22 mai 2003 concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées” (n° 407).

- Question de M. David Clarinval au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “l’exécution de l’article 29 de l’arrêté royal du 22 mai 2003 concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées” (n° 1177).

- Le secrétaire d’État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, a répondu.

Questions jointes:

- Question de Mme Karin Temmerman à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "des problèmes techniques relatifs à l'envoi d'attestations de client protégé" (n° 873).
- Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les défauts de la nouvelle attestation générale pour les personnes handicapées délivrée par le SPF Sécurité sociale" (n° 913).
- Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les défauts de la nouvelle attestation générale pour les personnes handicapées délivrée par le SPF Sécurité sociale" (n° 914).
- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, et au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les imperfections de la nouvelle attestation générale délivrée par le SPF Sécurité Sociale aux personnes handicapées" (n° 996).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées" (n° 915).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. David Geerts au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'intervention pour l'aide aux tiers dans le cadre de l'arrêté royal du 27 juin 1969" (n° 952).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "certains aspects de la procédure en recours contre une décision des pouvoirs publics relative à l'intervention pour l'aide aux personnes âgées" (n° 1927).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

➤ **MERCREDI 12 JANVIER 2011**

Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "la lutte contre la fraude aux titres-services" (n° 1962).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

Ordre des travaux concernant le thème "harcèlement sur le lieu de travail".

- Une discussion a eu lieu.

Proposition de loi (Hans Bonte, Meryame Kitir, Peter Vanvelthoven) améliorant le statut des travailleurs intérimaires, n° 448/1.

- Exposé introductif de l'auteur.

Proposition de loi (Christiane Vienne, Yvan Mayeur, Linda Musin) visant à améliorer les droits des travailleurs intérimaires, n° 247/1.

- Exposé introductif de l'auteur.

Proposition de loi (Maggie De Block, Mathias De Clercq, Gwendolyn Rutten) modifiant, en ce qui concerne le contrat de travail pour le travail intérimaire, la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, n° 764/1.

- Exposé introductif de l'auteur.

Proposition de loi (Valérie De Bue, David Clarinval) permettant le recours au travail intérimaire pour motif d'insertion, n° 352/1.

- Exposé introductif de l'auteur.

Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le congé parental et le congé d'accueil pour les parents nourriciers" (n° 741).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le refus d'accorder des allocations de chômage aux demandeurs d'emploi qui exercent un mandat de dirigeant non rémunéré dans une entreprise temporaire" (n° 1477).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Myriam Vanlerberghe à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la loi contre le harcèlement" (n° 1724).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la conservation obligatoire du règlement de travail dans les cabines des camions" (n° 1533).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la commission paritaire 218 et le secteur des centres d'appel" (n° 1667).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'activation du stage d'attente" (n° 1691).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Christiane Vienne à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le projet de circulaire interprétative sur la loi sur les armes" (n° 976).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Christiane Vienne à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les nouveaux régimes de prépension et l'évolution du taux d'emploi des travailleurs âgés" (n° 977).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les dépenses passives en matière de politique de l'emploi" (n° 1000).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de Mme Zuhal Demir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les mesures anticrise" (n° 1017).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de M. Karel Uyttersprot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le coordinateur de sécurité" (n° 1088).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Karel Uyttersprot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'évolution de l'apprentissage industriel (AI) et du contrat d'apprentissage industriel (CAI)" (n° 1106).

- Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'évolution de l'apprentissage industriel (AI) et du contrat d'apprentissage industriel (CAI)" (n° 1570).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Question de M. Theo Francken à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le nouvel accord de coopération avec le Maroc" (n° 1165).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 18 janvier 2011.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Présidente : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ MARDI 11 JANVIER 2011

Audition de M. Jean-Paul Minon, directeur général de l'ONDRAF, sur le projet de plan de déchets.

- Des questions ont été posées par les membres.

Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les infrastructures nécessaires à la transmission de l'énergie éolienne offshore" (n° 1632).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les voitures à hydrogène" (n° 1866).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Ordre des travaux (Étude par la CREG; propositions de loi).

Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la loi du 15 février 2006 relative à l'exercice de la profession d'architecte dans le cadre d'une personne morale" (n° 1523).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de M. Franco Seminara au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les résultats d'une enquête de l'ACFSE relative à la sécurité des canapés belges en cas d'incendie domestique" (n° 1854).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu

Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le calcul de la rente nucléaire" (n° 1867).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu

Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la pénurie de métaux terreux et autres ressources rares" (n° 1880).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu

Prochaine réunion : mardi 18 janvier 2011.

Droit Commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Présidente : Mme Sophie De Wit

➤ MARDI 11 JANVIER 2011

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Marie-Claire Lambert, Linda Musin, Valérie Déom) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et le Code des sociétés afin de garantir la présence des femmes dans les instances délibératives des entreprises publiques autonomes et des sociétés cotées, n° 211/1.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Caroline Gennez, Maya Detiège, Karin Temmerman, Ann

Vanheste, Myriam Vanlerberghe, Meryame Kitir) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la féminisation du conseil d'administration des sociétés cotées en bourse, n° 381/1.

- Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Liesbeth Van der Auwera) visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration d'entreprises publiques économiques et de sociétés qui ont fait publiquement appel à l'épargne, n° 694/1.

- Proposition de loi (Joseph George, Catherine Fonck) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 649/1.

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Eva Brems) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 686/1.

(Continuation). (Rapporteurs : Mme Marie-Christine Marghem et M. Karel Uyttersprot).

Audition de :

- M. Herman Daems, président de la commission Corporate Governance;
- Mme Michèle Sioen, CEO Sioen Industries.

- Des questions ont été posées par MM. Bruno Tuybens et Karel Uyttersprot, Mmes Muriel Gerkens, Valérie Déom, Zuhail Demir, MM. David Clarinval et Joseph George et Mme Sonja Becq.

Prochaine réunion : mardi 18 janvier 2011.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Ben Weyts

➤ **MARDI 11 JANVIER 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n°s 443/1 à 9.

Amendements de Mmes Lanjri et Dierick, M. Verherstraeten, Mme Galant, MM. Ducarme, Madrane, Frédéric, Devin, Thiébaud, Francken, Mmes Fonck et Delacroix-Rolin, M. Jean-Marie Dedeker, Mmes Genot et Brems et MM. Somers et De Man.

- Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers, n° 475/1.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.

- Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.

- Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin, Joseph George) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n°s 681/1 et 2.

- Proposition de loi (Rachid Madrane, André Frédéric, Laurent Devin, Eric Thiébaut, Yvan Mayeur) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 689/1.

- Proposition de loi (Denis Ducarme, Jacqueline Galant, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de modifier les conditions du regroupement familial pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, n°s 757/1 et 2.

- Proposition de loi (Gerolf Annemans, Filip De Man, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs, Annick Ponthier, Tanguy Veys) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les conditions relatives au regroupement familial, n° 866/1.

(Continuation). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).

- La discussion des articles a été poursuivie. Sont intervenus : MM. Rachid Madrane, Bart Somers, Mmes Nahima Lanjri, Karin Temmerman, Zoé Genot, MM. Theo Francken, Denis Ducarme, Koenraad Degroote et Joseph Arens.

- Un amendement a été déposé par Mme Genot.

- A l'unanimité, la commission a décidé de demander l'avis de l'Office des Etrangers.

➤ **MERCREDI 12 JANVIER 2011**

Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'avis paru dans un journal bulgare concernant les Roms bulgares" (n° 1483).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la suppression de l'obligation de visa dans le cadre de la Coupe du monde de football organisée en 2018 par la Russie" (n° 1546).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Daphné Dumery au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'attitude de l'Office des Étrangers par rapport aux demandes de revenus d'intégration de citoyens de l'Union européenne" (n° 1660).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'afflux de nouveaux citoyens de l'UE vers certaines villes" (n° 1822).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Valérie Déom au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la prise en compte de la dimension de genre dans le traitement des demandes d'asile" (n° 1191).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les directives du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) pour les avocats" (n° 1524).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la fraude relative aux régularisations pour raisons médicales à Brasschaat" (n° 1662).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le renvoi d'étrangers" (n° 1698).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "des informations concernant les demandes de régularisation approuvées" (n° 1700).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le recours abusif au système de retour volontaire par des Brésiliens illégaux" (n° 1793).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le Fonds européen pour le retour" (n° 1794).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'octroi de l'asile en cas de risque de mutilations génitales" (n° 1821).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le contrôle de l'immigration des travailleurs ressortissants de l'UE" (n° 1967).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, n° 802/1 - Transmis par le Sénat.

- Affaire sans rapport.

- Les articles et l'ensemble du projet de loi ont été adoptés à l'unanimité.

Question de M. Bart Somers à la ministre de l'Intérieur sur "le Fonds des calamités" (n° 1484).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la citation en justice des zones de police par certains agents" (n° 1922).

- Question de M. Laurent Devin à la ministre de l'Intérieur sur "l'assignation des zones de police du pays par des membres du corps des polices zonales à propos de l'octroi de la prime Copernic" (n° 1976).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "les vols à l'étalage en Belgique" (n° 1950).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "les appels d'urgence provenant de la zone de police de l'arrondissement d'Ypres" (n° 1965).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "la banque de données ViCLAS" (n° 1400).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la redevance incendie en province de Namur" (n° 1539).
- Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place des pré-zones" (n° 1542).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la redevance incendie pour les diverses villes et communes du Royaume et son influence sur les budgets 2011" (n° 1540).
- Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la redevance incendie pour les communes-centre de groupe" (n° 1541).
- Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la méthode de calcul, dans les diverses provinces et à l'intérieur des provinces, des redevances incendie" (n° 1543).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "les centrales 112" (n° 1693).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Eric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "l'augmentation des plaintes déposées au Comité P et les points d'attention étant apportés à leur typologie en vue d'améliorer la formation des agents de police" (n° 1705).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Laurent Devin au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le fonds de la sécurité routière" (n° 1753).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "la création d'un guichet électronique pour le secteur du gardiennage privé" (n° 1933).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation par les agents communaux de lunettes camera pour la recherche d'infractions à la législation environnementale" (n° 1963).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'organisation d'un concours d'admission complémentaire pour le brevet de direction" (n° 1964).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Theo Francken à la ministre de l'Intérieur sur "les cartes électroniques pour étrangers" (n° 1968).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mardi 18 janvier 2011.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Hans Bonte

➤ **MERCREDI 12 JANVIER 2011**

Question de M. Ben Weyts au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la politique des grandes villes" (n° 1531).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les nouveaux développements en ce qui concerne la fracture numérique" (n° 549).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'accueil de demandeurs d'asile dans le centre de vacances de Borzée" (n° 1715).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Peter Logghe à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le centre d'asile ouvert de Vijfwegen en Flandre occidentale" (n° 1908).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les indicateurs belges pour la lutte contre la pauvreté dans le cadre de la stratégie Europe 2020" (n° 570).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mise à disposition par les CPAS de places d'accueil supplémentaires pour des réfugiés" (n° 1432).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les manoeuvres de Fedasil pour éviter d'exécuter les ordonnances la condamnant sous astreinte à fournir un hébergement" (n° 1441).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Maya Detiège au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les moyens de fonctionnement des CPAS" (n° 1557).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Hans Bonte au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les problèmes de paiement des revenus d'intégration" (n° 1559).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Wouter De Vriendt au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement des revenus d'intégration aux villes et communes" (n° 1584).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le retard dans le paiement du RIS par les CPAS" (n° 1741).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le recours abusif au système de retour volontaire par des Brésiliens illégaux" (n° 1792).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le Fonds européen pour le retour" (n° 1795).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Maggie De Block à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les différents systèmes de contrôle de la sécurité alimentaire" (n° 1676).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de Mme Nathalie Muylle à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'interdiction de fumer" (n° 1888).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Colette Burgeon à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le scandale de la dioxine en Allemagne" (n° 1928).

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la crise de la dioxine dans les graisses en Allemagne" (n° 1985).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'étude de l'UCL sur la modification génétique des racines des plants de tomate" (n° 1213).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de Mme Nathalie Muylle à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le secteur porcin" (n° 1270).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'innocuité et le contrôle des verres peints" (n° 1297).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de M. Flor Van Noppen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le système d'autocontrôle dans le secteur horeca" (n° 1583).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le syndrome de fatigue chronique (SFC)" (n° 1897).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la méthode de calcul de la valeur SCORE" (n° 1943).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Manu Beuselinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'état d'avancement du projet MyCareNet" (n° 1836).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'état d'avancement de la réforme OMNIO" (n° 1884).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Nathalie Muylle à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la situation en ce qui concerne l'imagerie médicale" (n° 1929).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la thérapie de resynchronisation cardiaque" (n° 1931).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les prescriptions hors indication autorisée" (n° 1944).

La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 19 janvier 2011.

Emancipation sociale

COMITÉ D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

Présidente : Mme Valérie Déom

➤ MERCREDI 12 JANVIER 2011

Discussion sur la lutte contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes :

- Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Stefaan Vercamer, Nahima Lanjri) visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes, n°s 237/1 à 3.
- Proposition de résolution (Valérie Déom, Colette Burgeon, Özlem Özen, Olivier Henry) visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes à travers l'utilisation de systèmes analytiques de classification de fonctions sexuellement neutres, n° 512/1.
- Proposition de résolution (Valérie De Bue, David Clarinval, Corinne De Permentier, Kattrin Jadin, Jacqueline Galant, Denis Ducarme) visant à lutter contre l'écart salarial entre les hommes et les femmes, n° 621/1.
- Proposition de loi (Maya Detiège, Hans Bonte, Meryame Kitir, Bruno Tuybens, Renaat Landuyt, Myriam Vanlerberghe, Ann Vanheste, Dirk Van der Maelen, Peter Vanvelthoven) relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, entre les travailleurs allochtones et autochtones et entre les travailleurs atteints d'un handicap et les travailleurs sans handicap, n° 626/1.
- Proposition de loi (Valérie Déom, Özlem Özen, Olivier Henry, Guy Coëme) modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, n° 740/1.
(Continuation). (Rapporteur : Mme Annick Van Den Ende).

- Audition de Mmes Guiseppina Desimone et Gitta Vanpeborgh de la FGTB.
- Un échange de vues a eu lieu.

Ordre des travaux.

Prochaine réunion : mercredi 26 janvier 2011.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Présidente : Mme Muriel Gerkens

➤ **MERCREDI 12 JANVIER 2011**

Résultats budgétaires 2010.

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles et le secrétaire d'État au Budget ont fait un exposé sur les résultats budgétaires 2010 et les perspectives pour 2011.

Projet de loi portant approbation de la Décision 14577 - (10/35) du Conseil d'administration du Fonds Monétaire International relative à l'amendement des Nouveaux Accords d'Emprunt, n° 990/1.

- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.

- La discussion a eu lieu.

- Les articles 1^{er} et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été successivement adoptés à l'unanimité.

La gestion et la vente de patrimoine immobilier par la Régie des bâtiments :

- Exposé du vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles;

- Audition de M. Laurent Vrijdaghs, Administrateur général de la Régie des Bâtiments.

- Des questions ont été posées par MM. Christian Brotcorne, Steven Vandeput, Olivier Henry, Georges Gilkinet, Hagen Goyvaerts et Servais Verherstraeten.

Prochaine réunion : mardi 18 janvier 2011.

Sécurité du rail

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

Président : M. David Geerts

➤ **MERCREDI 12 JANVIER 2011**

Audition de M. Steven Vanackere (ministre des Entreprises publiques en 2009) portant notamment sur les rapports des experts de la commission spéciale, de la *European Railway Agency* et de la Cour des comptes.

- Des questions ont été posées par M. Ronny Balcaen, Mme Ine Somers et M. David Geerts.

Échange sur les auditions.

Ordre des travaux.

Prochaine réunion : lundi 17 janvier 2011.